



REPUBLIQUE DU BENIN

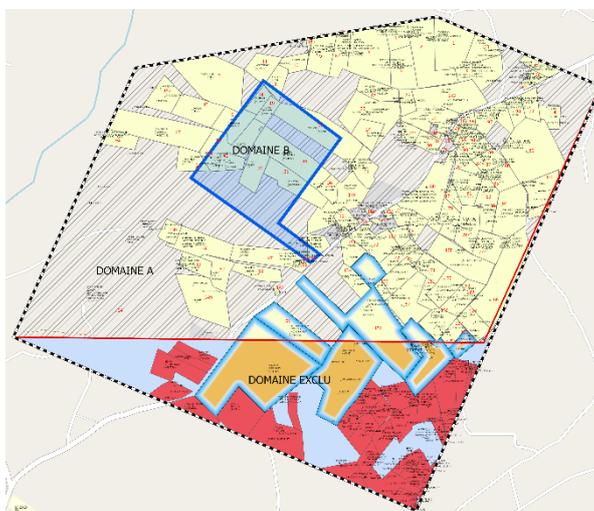
-----°°-----
**MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MIMES
(MEEM)**

-----°°-----
DIRECTION GENERALE DES MINES (DG-MINES)

-----°°-----
**AFRIKAN CERAMICS MINING SARL
(ACM SARL)**

-----°°-----

PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)
PROJET D'OUVERTURE ET D'EXPLOITATION D'UNE
CARRIERE DE KAOLIN DANS L'ARRONDISSEMENT DE
KPANKOU, COMMUNE DE KETOU, DEPARTEMENT DU
PLATEAU



FINANCEMENT : REPUBLIQUE DU BENIN & ACM SARL
Mars 2024

RAPPORT DEFINITIF



Développement Local- Gestion des Projets - Etudes – Appui-Conseil - Production-
Evaluation Environnementale (EIE-EES-Audits) - Contrôle et Surveillance
Environnementale, Renforcement des capacités, BTP- TIC – Services.

RESUME NON TECHNIQUE

❖ Fiche récapitulative des données de la réinstallation du projet d'exploitation de

N°.	Variables	Données		
1.	Pays du projet	Bénin		
2.	Département	Plateau		
3.	Commune	Kétou		
4.	Arrondissements	Kpankou		
5.	Villages	Aguidi; Vèdji et Zounkpè - Etigbo		
6.	Type de projet	Exploitation de carrière de kaolin		
7.	Titre du projet	Projet d'ouverture et d'exploitation d'une carrière de kaolin dans l'Arrondissement de Kpankou Commune de Kétou, Département du plateau		
8.	Activités induisant la réinstallation	Travaux d'aménagement de la carrière		
9.	Promoteur	AFRIKAN CERAMICS MINING SARL		
10.	Organisme d'exécution	AFRIKAN CERAMICS MINING SARL		
11.	Financement	AFRIKAN CERAMICS MINING SARL		
12.	Date butoir	22 février 2023		
13.	Dates de consultation des PAP	30 novembre, 22 décembre 2022 23, 24, 25; 26 et 27 janvier 2023		
14.	Période d'affichage des répertoires et réclamations	Du 14 au 28 février 2023		
15.	Budget global du PAR			
16.	Nombre de PAP	210		
17.	Nombre de PAP de sexe féminin	31		
18.	Nombre de PAP vulnérables	19		
19.	INFRASTRUCTURES A USAGE D'HABITATION			
	Biens affectés	Caractéristiques	Nombre	Superficie
	Maison	Matériaux définitifs	37	9939
	Maison	Matériaux précaires	38	3272
	Total		75	13211
20.	INFRASTRUCTURES CONNEXES AFFECTÉES			
	Biens affectés	Caractéristiques	Superficie	Nombre
	Abreuvoir	Matériaux définitifs	9	1
	Apatam	Matériaux définitifs	264	7
	Apatam	Matériaux précaires	242	11
	Barraque	Matériaux définitifs	39	1
	Barraque en bois	Matériaux précaires	120	3
	Borne fontaine	Matériaux définitifs	16	1
	Boutique	Matériaux définitifs	24	1
	Cabane	Matériaux précaires	200	6
	Citerne	Matériaux définitifs	25	1
	Clôture	Matériaux précaires	10077	1
	Cuisine	Matériaux précaires	24	2
	Enclos	Matériaux définitifs	171	1
	Enclos	Matériaux précaires	932	3
	Greniers	Matériaux précaires	525	43
	Hangar	Matériaux précaires	333	7
Magasin	Matériaux définitifs	26	1	
Moulin	Matériaux précaires	35	1	

	Paillote	Matériaux définitifs	26	1
	Paillote	Matériaux précaires	52	3
	Poulailler	Matériaux précaires	20	1
	Puisard	Matériaux définitifs	5	1
	Toilette	Matériaux définitifs	5	1
	Toilette	Matériaux précaires	51	8
			13221	106
	PLANTES AFFECTÉES			
	Noms de la plante	Caractéristiques	Nombre	
	Acacia	Adulte	25	
	Acajou	Adulte	25869	
	Acajou	Jeune	2434	
	Aloès	Adulte	67	
	Arbre à pain	Adulte	1	
	Arbre dealebasse	Adulte	2	
	Arbre non identifié	Adulte	1	
	Bambou	Adulte	100	
	Bananier	Adulte	488	
	Bananier	Jeune	44	
	Baobab	Adulte	5	
	Biglia sapida	Jeune	9	
	Bligia regina	Jeune	1	
	Caïlcedrat	Adulte	34	
	Caïlcedrat	Jeune	135	
	Cassia siamea	Adulte	81	
	Cassia siamea	Jeune	2	
	Ceaesalpuna bonduc	Adulte	25	
	Citronnier	Adulte	35	
	Citronnier	Jeune	6	
	Cocotier	Adulte	1	
	Cocotier	Jeune	6	
	Colatier	Jeune	1	
21.	Dialium guineensis	Adulte	1	
	Eucalyptus	Adulte	3053	
	Eucalyptus	Jeune	22060	
	Ficus spp	Adulte	11	
	Ficus spp	Jeune	2	
	Gmelina arborea	Adulte	2476	
	Gmelina arborea	Jeune	160	
	Goyavier	Adulte	7	
	Hysope	Adulte	28	
	Ichi	Adulte	100	
	Iroko	Adulte	2	
	Karité	Jeune	9	
	Kosso	Adulte	27	
	Lissetin	Adulte	2	
	Manguier	Adulte	347	
	Manguier	Jeune	23	
	Morinda lucida	Adulte	1	
	Neem	Adulte	347	
	Neem	Jeune	303	
	Néré	Adulte	8	
	Newbouldia leawis	Adulte	21	
	Newbouldia leawis	Jeune	1	
	Obê-Guéledè	Adulte	5	
	Oranger	Adulte	1012	
	Oranger	Jeune	935	

	Palmier à huile	Adulte	3156
	Palmier à huile	Jeune	1245
	Papayer	Adulte	294
	Papayer	Jeune	25
	Parkia biglobosa	Jeune	1
	Pomme sauvage	Adulte	2
	Pommier	Adulte	1
	Pterocarpus erinaceus	Adulte	2
	Quinine	Adulte	71
	Teck	Adulte	11600
	Teck	Jeune	2973
	Terminalia spp	Adulte	14
	Zatin	Adulte	1
		Total	79698
	PÉRIMÈTRES DE CULTURES AFFECTÉS		
	Principales spéculations	Superficie (m²)	Nombre
	Ananas	50	1
	Association des cultures	291250	7
	Coton	64928	5
	Haricots	25000	2
	Légumes	13	1
	Maïs	523502	21
	Manioc	1640532	75
	Piment	500	1
	Pois d'angole	48955	5
	Total	2594730	118
	BIENS CULTURELS AFFECTÉS		
	Biens culturels	Nombre de biens culturels	
	Agbara olurun forun	53	
	Orioké	1	
	agbèdè	1	
	Agbo	1	
	Dan ou serpent	5	
	Egoun	12	
	Elègba	2	
	Ibédji où Jumeaux	3	
	Odè	1	
	Odouan	3	
	Ogou	1	
	Omonolou	5	
	Oritcha	1	
	Otcho	1	
	Sangni	1	
	sin	1	
	Tchango	2	
	Tônon	1	
	Blo ayido man nanyi	1	
	Dan vodoun doblamê	1	
	dieu de serpent	1	
	Egougou	4	
	Egoun	3	
	La pierre de Saint Michel	1	
	Lègba	1	
	Odju olorun	1	
	Oïcha Ogou	2	
22.			
23.			

	Eglise apostolique	1
	Eglise IYANU OLUWA BAMITISI SHOSHI IGAA	1
	Familial	39
	Privé	20
		171

❖ Contexte et justification du projet

La décision d'exploiter un gisement particulier de kaolin pour une utilisation spécifique dans l'industrie du papier, de la fibre de verre, de la céramique, ou autre, dépend de facteurs très divers, tels que la qualité brute de l'argile (in situ), la qualité du traitement, le coût du traitement, les possibilités de traitement et les coûts de transport. Dans la plupart des cas la décision dépend premièrement de la qualité de la matière première. La qualité du kaolin est contrôlée par sa composition minéralogie. On détermine l'aptitude à être utilisée dans une industrie précise en réalisant une série d'essais sur des échantillons

La concurrence économique sur le marché du kaolin, exige une diversification des produits, ce qui nécessite la prospection et l'exploration de nouveaux gisements, une exploitation intelligente, et un savoir-faire de gestion des réserves, et la connaissance du processus de la production pour augmenter le rendement.

Le kaolin est un minéral qui est presque de couleur blanche et est principalement utilisé pour ajouter de l'éclat, de la douceur et de la brillance aux produits tels que le papier, la peinture, la pâte du dentifrice, les produits cosmétiques, la porcelaine et bien plus. On continue de découvrir de nouvelles utilisations pour le kaolin, assurant une demande soutenue à long terme pour ce minéral.

❖ Cadre légal et institutionnel en matière de réinstallation

Dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires relatives aux tenures foncières et aux procédures d'expropriation

Le cadre politique et juridique est composé de l'ensemble des textes qui régissent le domaine et le foncier au Bénin. Il s'agit essentiellement de la loi la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin telle que modifiée par la loi n°2019-40 du 07 novembre 2019, de la loi n°2017-15 du 26 mai 2017 modifiant et complétant la loi n°2013-01 du 14 août 2013 portant Code Foncier et Domanial en République du Bénin.

Le cadre national est composé de l'ensemble des textes qui régissent le domaine et le foncier au Bénin. Il s'agit essentiellement de la loi la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin telle que modifiée et complétée par la loi n°2019-40 du 07 novembre 2019, de la Loi n°2017-15 du 26 mai 2017 modifiant et complétant la loi n° 2013-01 du 14 août 2013 portant Code Foncier et Domanial en République du Bénin, ainsi que les textes sur le numérique et la Communication.

Cadre juridique foncier

Les principaux textes constituant l'arsenal juridique du Bénin sur lesquels repose le régime de la propriété foncière de l'Etat étaient jusqu'à un passé récent assez disparates. Une importante partie de cet arsenal datait de l'époque coloniale. Mais à partir de l'année 2013, le Bénin a procédé à l'actualisation des différents textes de lois régissant le foncier.

C'est dans le cadre de cette actualisation que la loi n°2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Bénin et ses décrets d'application a été adoptée. De même, en 2017, la loi n°2017-15 modifiant et complétant la loi n°2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial en République du Benin a été adoptée. A son article 3, la loi abroge toutes les dispositions antérieures à savoir la loi n°60-20 du 13 juillet 1960 fixant le régime des permis d'habiter au Dahomey, la loi n°65-25 du 14 août 1965 portant organisation du régime de la propriété foncière au Dahomey, la loi n° 2007-

03 du 16 octobre 2007 portant régime foncier rural en république du Bénin, ainsi que toutes dispositions antérieures contraires.

Cadre institutionnel en matière d'expropriation pour utilité publique

L'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) à travers le Bureau Communal de Développement du Foncier (BCDF) de Kétou et les Sections Villageoises de Gestion Foncière (SVGF) de Aguidi, Zounkpé Etigbo et de Vedji, la Commune de Kétou, l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE), la Cellule environnementale de la Direction de l'Administration, de la Planification et des Finances (DPAF) du Ministère de l'Eau et des Mines, la Préfecture d'Allada et les organisations de la société civile. Ces acteurs et institutions se retrouvent aux différents niveaux du territoire à savoir au niveau national, communal et local.

Rôle de la cellule ou unité de gestion de projet

La cellule ou l'unité de gestion de projet est de : (i) superviser le processus d'élaboration des PAR ; (ii) publier/diffuser les PAR au niveau national ; (iii) suivre la mise en œuvre des PAR, ; (iv) participer à la gestion des plaintes ; (v) former les acteurs sur le mécanisme de gestion des plaintes du projet, (vi) assurer le renforcement de capacités des acteurs de mise en œuvre sur le processus de réinstallation ; (vii) assurer le paiement des compensations et indemnités des PAP ; (viii) élaborer le rapport de mise en œuvre des PAR ; (ix) transmettre le rapport de mise en œuvre du PAR au promoteur ACM pour approbation ; (x) assurer le suivi-évaluation du processus de réinstallation ; (xi) élaborer les rapports mensuels du niveau de mise en œuvre des PAR et la gestion des plaintes y relatives et (xii) veiller à la bonne documentation du processus de réinstallation.

❖ Rôles et responsabilités des autorités

✚ Ministère de l'Energie, de l'eau et des mines (MEEM)

Le Ministère de l'Energie, de l'eau et des mines (MEM) participe à l'information/sensibilisation des PAP, constate l'effectivité de la libération des emprises et rend compte au Préfet après règlement des compensations. Il appuie le processus de règlement des conflits à l'amiable et la mise en œuvre des mesures de compensation contenues dans le PAR.

✚ Commission chargée des enquêtes de commodo et incommodo ou commission foncière

Cette commission est présidée par le ministre, le préfet, le responsable de la région, le maire ou leur représentant selon les cas. Elle est composée en outre d'un représentant des populations concernées par l'expropriation et d'un représentant du ministère concerné par les opérations. La commission chargée de l'enquête de commodo et incommodo a pour mission de :

- identifier et faire borner les terrains concernés par la procédure d'expropriation ;
- identifier les titulaires de droits réels relatifs auxdits terrains ;
- délimiter par des panneaux le périmètre concerné ;
- démarquer les propriétés ;
- établir clairement la liste des biens qui sont objet de contestation ou de litige.

À l'issue de l'enquête (d'une durée maximale d'un mois) un rapport est produit, lequel comprend :

- un procès-verbal mentionnant les propriétés contestées, les incidents enregistrés et les observations des personnes affectées ;
- un procès-verbal du bornage contradictoire du périmètre concerné ;
- un plan parcellaire dudit périmètre établi par un géomètre-expert ;
- un état des superficies individuelles ;
- un état des cultures ;
- un état des titres de propriété ;

- un procès-verbal de vérification auprès des structures compétentes des prétentions des droits de propriété avec des pièces justificatives.

Ce plan général provisoire des propriétés est déposé dans les bureaux ouverts à cet effet pour être consultés par toutes personnes intéressées pendant un mois à dater de l’affichage. Les observations des personnes concernées sont consignées dans un registre. Ces observations peuvent être adressées par écrit à la Commission. Dès lors, il est procédé à la transcription dans ce même registre des déclarations des présumés propriétaires qui ne savent ni lire ni écrire.

Le maire est responsable de l’établissement d’un certificat de confirmation de l’accomplissement de cette double formalité de publicité et de dépôt. Les résultats de l’enquête de commodo et incommodo sont transmis à l’Autorité expropriante soit, pour le compte de l’État béninois, le Ministre en charge du Domaine et du Foncier. Ce dernier le transmet à son tour à la Commission d’évaluation des indemnités.

Commission d’évaluation des indemnités

Cette commission administrative prévue par l’article 228 du Code Foncier et Domanial (CFD) est chargée de procéder à l’évaluation des indemnités allouées aux propriétaires et autres personnes affectées par le Projet. Elle visite les lieux et procède, après avoir entendu les PAP dûment convoqués par voie administrative, à l’évaluation des indemnités d’expropriation et de la valeur des immeubles susceptibles d’être assujettis à la redevance de plus-value.

Les personnes clairement identifiées doivent recevoir leur convocation au moins huit (08) jours avant la tenue de la réunion. Les personnes non identifiées, par l’intermédiaire du Maire de la localité, doivent la recevoir au moins quinze (15) jours à l’avance. La Commission écoute chacune des personnes affectées, visite également les terrains et fixe les montants des indemnités. À la fin des discussions, la Commission dresse un procès-verbal circonstancié des opérations incluant :

- l’indication des demandes des présumés propriétaires ;
- les montants des indemnités convenues ou arrêtées par la commission à la majorité des membres ;
- les détails des discussions ;
- un état d’expertise des cultures et plantations recensées sur le site incluant la valeur de ces dernières ;
- un état d’expertise des constructions ou toute autre mise en valeur.

Ce procès-verbal signé par tous les membres de la Commission est transmis au Ministre en charge du Domaine et du Foncier qui est l’Autorité expropriante pour le compte de l’État. Ce dernier transmet le dossier au Tribunal du ressort pour homologation. Cette décision d’homologation ordonne le paiement des indemnités. Une fois l’ordonnance d’expropriation prise par le Tribunal d’instance, l’expropriant (État ou commune) peut dès lors entrer en possession des biens, à condition d’avoir payé l’indemnité ou de l’avoir fait consigner.

Mairie de Kétou

La Mairie de Kétou propose à l’autorité préfectorale des cadres des Mairies devant être membres du Comité Technique de Réinstallation. Elles participent à l’information/sensibilisation des PAP et au constat de l’effectivité de la libération des emprises et compte rendu au Préfet après règlement des compensations. Elle appuie le processus de règlement des conflits à l’amiable et la mise en œuvre des mesures de compensation contenues dans le PAR. Elle appuie le suivi-évaluation du processus de réinstallation et de l’audit d’achèvement de la mise en œuvre du PAR.

❖ Démarche méthodologique de réalisation du PAR

Dans le cadre de la réalisation du Plan d’Action de Réinstallation (PAR) des travaux d’exploitation de carrières de kaolin dans l’Arrondissement de Kpankou sur un domaine de 540 ha. Ce domaine est

subdivisé en deux sous-domaines : le sous domaine de 36,67 ha et le sous domaine de 540 ha. L'approche méthodologique englobe la recherche documentaire, la collecte des données de terrain à travers les consultations des parties prenantes du projet (acteurs institutionnels unité de gestion de AFRIKAN CERAMICS MINING SARL (ACM), les élus locaux et communaux de Kétou), l'étude socioéconomique à travers le recensement des populations exploitant le site et populations riveraines et autres.

La recherche et l'analyse documentaire se sont déroulées de manière itérative entre la collecte des données et les centres de documentation. La collecte des données sur le terrain va se dérouler selon les étapes ci-dessous :

- étude exploratoire ;
- consultation des acteurs et information des populations concernées ;
- délimitation de la zone du projet d'exploitation de carrières de kaolin dans l'Arrondissement (Commune de Kétou) ;
- étude socio-économique (recensement exhaustif des PAP, des biens (maisons, les champs de culture (maïs, niébé, coton), des arbres fruitiers (manguiers, orangers), des plantations de palmiers, de tecks etc., qui existent actuellement dans l'emprise du site d'exploitation des carrières de kaolin qui seront affectés par les travaux) ;
- affichage des listes des PAP et de leurs biens par village.

Après la collecte des données, la phase du traitement et de l'analyse est suivie. Afin de permettre aux PAP d'user de leurs droits, il est procédé à la constitution et à l'affichage des répertoires des PAP issus de la base de données obtenue à la Mairie de Kétou, dans les locaux de l'Arrondissement de Kpankou et dans les villages de Aguidi, Zounkpè-Etigbo et Vèdji. L'affichage est fait afin de permettre à toute personne concernée de manifester ses avis, plaintes ou doléances.

❖ Profil des personnes affectées par le projet

Il ressort des données collectées, traitées et analysées que 210 personnes sont affectées par le projet dont 31 femmes. Ces PAP ont à charge 1507 personnes. Elles ont à charge 78 enfants de moins de 15 ans, 44 personnes âgées de plus de 70 ans et 26 femmes enceintes. En ce concerne le village de résidence des PAP, la plupart (91,43) soit 192 PAP résident dans le village de Zounkpè – Etigbo. Les villages Vèdji et Aguidi enregistrent respectivement 15 et 3 PAP. PAP dont l'âge compris entre 46-55 ans représentent 33,33 %. Les PAP des tranches d'âge 36-45 ans et 26-35 ans constituent respectivement 20,48 % et 17,62 %. Elles sont 14,76 % à avoir un âge compris entre 56-65 ans. Sur le plan matrimonial, 55,24 % des PAP sont mariées monogames. Les PAP qui sont mariées polygames avec deux femmes représentent 26,67 %. Elles sont 10 % des PAP qui vivent maritalement avec trois femmes. Les PAP veuves sont 4,29 %. Les PAP pratiquent une diversité de religions. Les PAP pratiquent une diversité de religions. Les PAP qui déclarent être catholiques sont 46,67 %. Les PAP qui pratiquent la religion traditionnelle constituent 35,71 %. Les PAP musulmanes représentent 5,71 %. Par rapport au niveau d'instruction, il ressort que 60,48 % des PAP n'ont aucun niveau d'instruction. Les PAP ayant le niveau d'instruction primaire représentent 11,43 %. Elles constituent 7,14 % des PAP qui ont le niveau d'instruction supérieur. Les PAP qui ont déclaré être alphabétisées dans leur langue maternelle sont 6,19 %. Les PAP ayant les niveaux, secondaire premier cycle et secondaire second cycle représentent respectivement 9,05 % et 5,71 %. Les les PAP du groupe sociolinguistique Holli sont 60 %. Les PAP du groupe Mahi sont 20,48 %. Les PAP des groupes sociolinguistique Fon et nagot/Yoruba représentent respectivement 12,38 % et 5,24 %. Au regard de ce qui précède le groupe Holli est majoritaire de la zone d'exploitation des carrières de kaolin. Sur le plan professionnel, 77,62 % sont des agriculteurs. Elles sont 8,10 % des PAP qui mènent des activités artisanales. Les PAP fonctionnaires et commerçantes représentent respectivement 7,62 % et 4,76 %. En ce qui concerne le revenu journalier, les PAP qui gagnent entre 5001 à 10000 FCFA constituent 22,78 %. Les PAP qui gagnent par jour entre 1001 à 2000 FCFA constituent 20,25 % et 2001 à 3000 FCFA sont 17,73 %. Les PAP qui tirent plus de 20000 FCFA de leur activité quotidienne représentent 7,59 %. Parmi les PAP vulnérables, dix-neuf (19) PAP ont des

situations de vulnérabilité. Les types de vulnérabilité constatés concernent dix (10) personnes âgées de 65 ans+ ; deux (02) sont des femmes cheffes de ménage, deux (02) veuves ; une PAP vivant avec un handicap moteur.

❖ Synthèse des consultations du public

Dans le cadre de la réalisation des travaux d'élaboration des instruments de sauvegardes environnementale et sociale du projet d'exploitation de carrières de kaolin dans l'Arrondissement de Kpankou dans la Commune de Kétou, deux types d'acteurs sont consultés. Il s'agit des acteurs institutionnels (Elus communaux (Maire, Chef d'arrondissement), cadres de la Mairie de Kétou), les populations riveraines du site et des personnes affectées par le projet (PAP).

La consultation des acteurs institutionnels s'est déroulée le 30 novembre et le 5 décembre 2022 dans les locaux de la Mairie. Elle a connu la participation du Maire, le deuxième adjoint au Maire, le Secrétaire exécutif, le Responsable des services techniques, le chef service urbain. Au cours de cette séance, les acteurs ont émis des préoccupations dont entre autres le respect des textes en vigueur au Bénin en matière d'exploitation minière. Le projet peut faire naître des conflits fonciers entre les Mahi et les Holli. Les acteurs ont recommandé qu'il faut (i) mettre à la disposition de la Mairie les levés topographiques ainsi que la liste des personnes affectées par le projet (PAP) ; (ii) attendre la sensibilisation de la Mairie avant les consultations des populations de la zone du projet ; (iii) aider les personnes affectées par le projet (PAP) pour une mise à jour des documents administratifs de leur domaine affecté par le projet ; (iii) procéder à l'évaluation des coûts des biens impactés par le projet pour éviter des frustrations des populations ; (iv) penser à vite déclencher les actes de sécurisation du site du projet afin de faire cesser les activités culturelles par les populations de la zone du projet ; (v) identifier les présumés propriétaires affectés par le projet pour mieux réussir l'opération du dédommagement et (vi) assurer efficacement le dédommagement de tous les biens affectés par le projet.

Quatre séances de consultation des populations riveraines et des PAP se sont déroulées dans les villages de Etigbo, Védji, Iga-Etigbo et Aguidi. Ces séances se sont déroulées les 24, 25, 26 et 27 janvier 2023. Elles ont connu la participation de 156 hommes et de 31 femmes. Les principales préoccupations/questions soulevées par les participants se résument à :

- Est-ce les personnes affectées par le projet seront dédommagées à la hauteur des pertes de leurs biens?
- Est-ce que le projet tiendra compte du mode de vie des communautés lors de la réinstallation ?
- (iii) Est-ce que le projet viendra mettre fin à cette activité ? ;
- Et quelles sont les mesures d'accompagnement des exploitants artisanaux de kaolin de la localité ?
- Est-ce que les autorités locales sont informées du projet d'exploitation du kaolin dans la localité ?
- Est-ce que le dédommagement des PAP peut être à la hauteur des biens qui seront détruits ?
- Quelles stratégies prévues dans la réalisation de l'étude pour gérer les conflits fonciers ?
- Est-ce que le projet va vouloir s'étendre sur d'autres domaines en dehors des 540 ha?
- Comment la population peut reconnaître l'emprise du projet ?
- A quand le démarrage effectif du projet ? Est-il possible d'être en train d'exploiter nos champs en attendant le démarrage ?
- Quel peut être le titre de propriété qu'un acquéreur peut détenir pour être dédommagé ?

A ces différentes préoccupations et questions, le consultant a apporté des réponses qui ont satisfait l'inquiétude et la crainte des populations et des PAP.

Au terme des différentes séances de consultation du public, les participants recommandent :

- faire une large sensibilisation à l'endroit de la population pour la réussite de l'opération de recensement des personnes affectées par le projet ;
- promouvoir le recrutement de mains d'œuvre locale dans la mise en œuvre du projet et surtout les exploitants artisanaux de kaolin ;

- réaliser des infrastructures communautaires ;
- privilégier le social lors de la mise en œuvre du projet ;
- délimiter correctement l'emprise du projet pour faciliter son identification par la population
- réaliser des infrastructures communautaires
- gérer convenablement le conflit foncier entre les communautés Mahi et Holli situées dans l'emprise du projet ;
- réaliser correctement le recensement des propriétaires et leurs biens pour éviter le mécontentement de la population.
- aider au règlement des conflits fonciers existants entre les communautés Holli et celles Mahi pour un aboutissement heureux du projet.
- accompagner les héritiers pour l'obtention des titres de propriété (attestation de détention coutumière);
- promouvoir le recrutement de mains d'œuvre locale à la mise en œuvre du projet.

❖ Mécanisme de gestion des plaintes (MGP)

Les travaux de développement s'accompagnent régulièrement des problèmes divers. Cela amène certaines populations riveraines du site du projet à formuler des plaintes visant à satisfaire leurs plaintes.

Les sujets ci-après peuvent motiver les plaintes :

- problèmes de limites entre plusieurs propriétaires terriens ou de champ ;
- omission des PAP lors de l'opération du recensement ;
- erreurs dans l'identification des PAP (noms et prénoms des PAP mal écrits) ;
- non compréhension/acceptation des critères d'éligibilité ;
- désaccord des PAP sur la méthode d'évaluation des compensations ;
- plaintes relatives à l'exclusion de certaines personnes des bénéficiaires du Projet ;
- insuffisance de la communication sur le processus de mise en œuvre du projet ;
- conflits de limites de champ entre propriétaires et exploitants d'un domaine ;
- etc.

L'information des populations sur le mécanisme de gestion de plaintes peut se faire à travers l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation sur le mécanisme de gestion de plaintes en recourant aux crieurs publics, aux relais communautaires, à la radio communautaire Ala Kétou, à la presse écrite et à d'autres canaux locaux de communication (crieurs publics, associations de développement, etc.).

Les instances de réception et de gestion des plaintes liées à la mise en œuvre du projet s'articulent autour de trois niveaux d'intervention : à savoir niveau 1 comité local et niveau 2 comité national basé à ACM à Cotonou.

Au niveau des chaque comité, le délai de traitement et de clôture est respectivement 04 jours et 08 pour les niveaux, local et national.

Toutefois, en cas de non satisfaction d'un plaignant, il peut recourir à la justice pour le traitement de son dossier. Le budget de fonctionnement du MGP est de **cinq millions cent mille (5.100.000) FCFA**.

❖ Coût total de la mise en œuvre complète du PAR

Tableau: budget global des coûts des indemnisations des biens affectés et la mise en œuvre du PAR

Désignation	Montant (FCFA)	Source de financement
1. Coût de compensation des biens affectés		
1.1. Coût total de compensation des parcelles	2 494 306 800	

Désignation	Montant (FCFA)	Source de financement
1.2. Coût total de compensation des infrastructures à usage d'habitation	702 987 500	ACM BENIN SARL
1.3. Coût total de compensation des infrastructures connexes	103 831 500	
1.4. Coût total de compensation des arbres fruitiers ou à valeur bois	426 158 250	
1.5. Coût total de compensation des champs et périmètres des cultures	2 127 170 660	
1.6. Coût total de compensation des biens culturels	33 650 000	
Sous total 1	5 888 104 710	
2. Plan de restauration des moyens d'existence		
2.1. Appui à l'établissement de pièce d'identité aux PAP	2 130 000	ACM BENIN SARL
2.2. Appui aux PAP agricoles	9 950 000	
2.3. Assistance aux PAP vulnérables	5 130 000	
2.4. Appui au défrichage	9 950 000	
2.5. Renforcement des capacités en gestion des compensations	16 600 000	
Sous total 2	43 760 000	
3. Budget de fonctionnement du MGP	5 100 000	
Sous total 3	5 100 000	
4. Suivi de la mise en œuvre du PAR		
4.1. Recrutement d'un Huissier de justice pour le paiement des compensations	5 000 000	ACM BENIN SARL
4.2. Recrutement de l'ONG d'appui à la mise en œuvre des PAR	15 000 000	
4.3. Coût de suivi et de l'évaluation (Fonctionnement Unité de gestion du projet)	Budget de fonctionnement de l'UGP	
4.4. Audit d'achèvement de la mise en œuvre du PAR	15 000 000	
Sous total 4	35 000 000	
Total (Sous totaux 1+ 2 +3+4)	5 971 964 710	
Imprévus (10 %)	597 196 471	
Total (en FCFA)	6 569 161 181	

Source : données de terrain, AID Expertise, janvier 2023

Le budget global de mise en œuvre du PAR est évalué à un montant de **six milliards cinq cent soixante-neuf millions cent soixante-un mille cent quatre-vingt-un (6.569.161.181) FCFA.**

NON-TECHNICAL SUMMARY

❖ Project resettlement data summary sheet

No.	Variables	Data	
1.	Project country	Benign	
2.	Department	Plateau	
3.	Municipality	Ketou	
4.	Districts	Kpankou	
5.	Villages	Aguidi; Vèdji and Zounkpè - Etigbo	
6.	Project type	Kaolin quarry exploitation	
7.	Project title	Project to open and operate a kaolin quarry in the District of Kpankou Commune of Kétou, Plateau Department	
8.	Resettlement-inducing activities	Quarry development work	
9.	Promoter	AFRIKAN CERAMICS MINING SARL	
10.	Executing agency	AFRIKAN CERAMICS MINING SARL	
11.	Funding	AFRIKAN CERAMICS MINING SARL	
12.	Deadline	February 22, 2023	
13.	PAP consultation dates	November 30, December 22, 2022 23, 24, 25; January 26 and 27, 2023	
14.	Period for displaying directories and complaints	From February 14 to 28, 2023	
15.	Overall RAP budget		
16.	Number of PAP	210	
17.	Number of female PAPs	31	
18.	Number of vulnerable PAPs	19	
19.	INFRASTRUCTURES FOR RESIDENTIAL USE		
	Assets affected	Features	Number
			Area
	Home	Final materials	37
	Home	Precarious materials	38
	Total	75	13211
20.	RELATED INFRASTRUCTURES AFFECTED		
	Assets affected	Features	Area
			Number
	Water trough	Final materials	9
	Apatam	Final materials	264
	Apatam	Precarious materials	242
	Barrack	Final materials	39
	Wooden barrack	Precarious materials	120
	Fountain stand	Final materials	16
	Shop	Final materials	24
	Hut	Precarious materials	200
	Tank	Final materials	25
	Fence	Precarious materials	10077
	Kitchen	Precarious materials	24
	Enclosure	Final materials	171
	Enclosure	Precarious materials	932
	Attics	Precarious materials	525
	Shed	Precarious materials	333
Store	Final materials	26	
Mill	Precarious materials	35	
Thatch	Final materials	26	

	Thatch	Precarious materials	52	3
	Chicken coop	Precarious materials	20	1
	Sump	Final materials	5	1
	Toilet	Final materials	5	1
	Toilet	Precarious materials	51	8
			13221	106
	AFFECTED PLANTS			
	Plant Names	Features	Number	
	Acacia	Adult	25	
	Mahogany	Adult	25869	
	Mahogany	Young	2434	
	Aloe	Adult	67	
	Breadfruit	Adult	1	
	Calabash tree	Adult	2	
	Unidentified tree	Adult	1	
	Bamboo	Adult	100	
	Banana tree	Adult	488	
	Banana tree	Young	44	
	Baobab	Adult	5	
	Biglia sapida	Young	9	
	Bligia regina	Young	1	
	Caïlcedrat	Adult	34	
	Caïlcedrat	Young	135	
	Cassia siamea	Adult	81	
	Cassia siamea	Young	2	
	Ceaesalpuna bonduc	Adult	25	
	Lemon	Adult	35	
	Lemon	Young	6	
	Coconut tree	Adult	1	
	Coconut tree	Young	6	
	colatier	Young	1	
21.	Dialium guineesis	Adult	1	
	Eucalyptus	Adult	3053	
	Eucalyptus	Young	22060	
	Ficus spp.	Adult	11	
	Ficus spp.	Young	2	
	Gmelina arborea	Adult	2476	
	Gmelina arborea	Young	160	
	Guava	Adult	7	
	Hyssop	Adult	28	
	Ichi	Adult	100	
	Iroko	Adult	2	
	Shea	Young	9	
	Koso	Adult	27	
	Lissetin	Adult	2	
	Mango	Adult	347	
	Mango	Young	23	
	Morinda lucida	Adult	1	
	Neem	Adult	347	
	Neem	Young	303	
	Nere	Adult	8	
	Newbouldia leawis	Adult	21	
	Newbouldia leawis	Young	1	
	Obê-Guéledè	Adult	5	
	Orange tree	Adult	1012	
	Orange tree	Young	935	
	Oil palm tree	Adult	3156	

	Oil palm tree	Young	1245
	Papaya	Adult	294
	Papaya	Young	25
	Parkia biglobosa	Young	1
	Wild apple	Adult	2
	Apple tree	Adult	1
	Pterocarpus erinaceus	Adult	2
	Quinine	Adult	71
	Teak	Adult	11600
	Teak	Young	2973
	Terminalia spp	Adult	14
	Zatin	Adult	1
		Total	79698
	AFFECTED CROP PERIMETERS		
	Main speculations	Area (m2)	Number
	Pineapple	50	1
	Association of cultures	291250	7
	Cotton	64928	5
	Beans	25000	2
	Vegetables	13	1
	But	523502	21
	Cassava	1640532	75
	Pepper	500	1
	Pigeon peas	48955	5
	Total	2594730	118
	AFFECTED CULTURAL PROPERTY		
	Cultural properties	Number of cultural properties	
	Agbara olurun forun	53	
	Orioke	1	
	agbèdè	1	
	Agbo	1	
	Dan	1	
	Egoun	12	
	Elegba	2	
	Ibédji	1	
	Ode	1	
	Odouan	3	
	Ogou	1	
	Omonolou	5	
	Oritcha	1	
	Otcho	1	
	Sangni	1	
	sin	1	
	Chango	2	
	Tonon	1	
	Blo ayido man nanyi	1	
	Dan vodoun doblamê	1	
	snake god	1	
	Egougou	4	
	Egoun	3	
	Twins	1	
	The stone of Saint Michael	1	
	Légba	1	
	Odju olorun	1	
	Oïcha Ogou	2	

	Snake	3
	Dan	1
	Twins	1
	Apostolic Church	1
	IYANU OLUWA BAMITISI SHOSHI IGAA Church	1
	Family	39
	Private	20
		171

❖ **Context and justification of the project**

The decision to exploit a particular deposit of kaolin for specific use in the paper, fiberglass, ceramic, or other industries depends on a wide variety of factors, such as the raw quality of the clay (in situ), treatment quality, treatment cost, treatment possibilities and transport costs. In most cases the decision depends primarily on the quality of the raw material. The quality of kaolin is controlled by its mineralogy composition. Suitability for use in a specific industry is determined by carrying out a series of tests on samples

Economic competition in the kaolin market requires product diversification, which requires prospecting and exploration of new deposits, intelligent exploitation, and reserve management know-how, and knowledge of the production process. to increase yield.

Kaolin is a mineral that is almost white in color and is primarily used to add luster, softness and shine to products such as paper, paint, toothpaste, cosmetics, porcelain and more. New uses for kaolin continue to be discovered, ensuring sustained long-term demand for this mineral.

❖ **Legal and institutional framework for resettlement**

Constitutional, legislative and regulatory provisions relating to land tenure and expropriation procedures

The political and legal framework is made up of all the texts which govern the domain and land in Benin. This is essentially the law Law No. 90-32 of December 11, 1990 establishing the Constitution of the Republic of Benin as amended by Law No. 2019-40 of November 7, 2019, Law No. 2017-15 of May 26, 2017 amending and supplementing Law No. 2013-01 of August 14, 2013 relating to the Land and Domanial Code in the Republic of Benin.

The national framework is made up of all the texts which govern the domain and land in Benin. This is essentially the law Law No. 90-32 of December 11, 1990 establishing the Constitution of the Republic of Benin as amended and supplemented by Law No. 2019-40 of November 7, 2019, Law No. 2017 -15 of May 26, 2017 amending and supplementing Law No. 2013-01 of August 14, 2013 relating to the Land and Domanial Code in the Republic of Benin, as well as the texts on digital technology and Communication.

Land legal framework

The main texts constituting Benin's legal arsenal on which the State land property regime is based were until the recent past quite disparate. A significant part of this arsenal dated from the colonial era. But from 2013, Benin has updated the various texts of laws governing land.

It is within the framework of this update that Law No. 2013-01 of August 14, 2013 establishing the land and state code in the Republic of Benin and its implementing decrees was adopted. Likewise, in 2017, Law No. 2017-15 amending and supplementing Law No. 2013-01 of August 14, 2013 establishing the land and state code in the Republic of Benin was adopted. In its article 3, the law repeals all previous provisions, namely law n°60-20 of July 13, 1960 establishing the regime of residence permits in Dahomey, law n°65-25 of August 14, 1965 organizing the land ownership regime in Dahomey, Law

No. 2007-03 of October 16, 2007 relating to rural land tenure in the Republic of Benin, as well as all previous provisions to the contrary.

Land and state code

In 2013, Benin implemented a comprehensive reform of the legal framework for land and estates. The first text is the land and state code subject to Law No. 2013-01 of August 14, 2013 establishing the Land and State Code in the Republic of Benin. This code lays down the fundamental principles of land ownership and land transactions on the basis of a procedure known as “confirmation of land rights”. It presents administrative measures for the protection and administrative recognition of property rights, regulates violations of property rights (expropriation and pre-emption in particular) and specifies the notions of public domain and private domain of the State and local authorities.

Institutional framework regarding expropriation for public utility

The National Land and Land Agency (ANDF) through the Communal Land Development Office (BCDF) of Kétou and the Village Land Management Sections (SVGF) of Aguidi, Zouknpé Etigbo and Vedji, the Municipality of Kétou, the Beninese Environment Agency (ABE), the Environmental Unit of the Directorate of Administration, Planning and Finance (DPAF) of the Ministry of Water and Mines, the Prefecture of Allada and organizations of civil society. VSThe actors and institutions are found at different levels of the territory, namely at the national, municipal and local levels.

Role of the project management cell or unit

The project management cell or unit is to: (i) supervise the PAR development process; (ii) publish/disseminate PARs at the national level; (iii) monitor the implementation of PARs; (iv) participate in the management of complaints; (v) train stakeholders on the project's complaints management mechanism, (vi) ensure capacity building of implementing stakeholders on the resettlement process; (vii) ensure the payment of compensation and allowances to PAPs; (viii) prepare the PAR implementation report; (ix) transmit the RAP implementation report to the ACM promoter for approval; (x) ensure the monitoring and evaluation of the resettlement process; (xi) prepare monthly reports on the level of implementation of PARs and the management of related complaints and (xii) ensure proper documentation of the relocation process.

❖ Roles and responsibilities of authorities

✚ Ministry of Energy, Water and Mines (MEEM)

The Ministry of Energy, Water and Mines (MEM) participates in the information/awareness of the PAP, notes the effectiveness of the release of rights of way and reports to the Prefect after payment of compensation. It supports the amicable conflict resolution process and the implementation of the compensation measures contained in the PAR.

✚ Commission responsible for commodo and incommodo investigations or land commission

This commission is chaired by the minister, the prefect, the person in charge of the region, the mayor or their representative depending on the case. It is also composed of a representative of the populations affected by the expropriation and a representative of the ministry concerned by the operations. The commission responsible for investigating commodo and incommodo has the mission of:

- identify and demarcate the land concerned by the expropriation procedure;
- identify the holders of real rights relating to said land;
- demarcate the area concerned with signs;
- demarcate properties;
- clearly establish the list of assets that are the subject of dispute or litigation.

At the end of the investigation (lasting a maximum of one month) a report is produced, which includes:

- a report mentioning the contested properties, the incidents recorded and the observations of the people affected;

- a report of the contradictory demarcation of the perimeter concerned;
- a plot plan of the said perimeter established by an expert surveyor;
- a statement of individual areas;
- a state of crops;
- a statement of property titles;
- a report of verification with the competent structures of the property rights claims with supporting documents.

This provisional general plan of the properties is deposited in the offices open for this purpose for consultation by all interested persons for one month from the date of posting. The observations of the people concerned are recorded in a register. These observations may be sent in writing to the Commission. From then on, the declarations of the alleged owners who cannot read or write are transcribed in this same register.

The mayor is responsible for establishing a certificate confirming the completion of this double formality of advertising and filing. The results of the commodo and incommodo investigation are transmitted to the expropriating Authority, namely, on behalf of the Beninese State, the Minister in charge of Domain and Land. The latter in turn transmits it to the Compensation Evaluation Commission.

Compensation Assessment Commission

This administrative commission provided for by article 228 of the Land and Land Code (CFD) is responsible for evaluating the compensation allocated to owners and other people affected by the Project. It visits the premises and proceeds, after having heard the PAPs duly summoned by administrative means, to evaluate the expropriation compensation and the value of the buildings likely to be subject to the capital gains tax.

Clearly identified persons must receive their invitation at least eight (08) days before the meeting is held. Unidentified persons, through the local Mayor, must receive it at least fifteen (15) days in advance. The Commission listens to each of the affected people, also visits the land and sets the compensation amounts. At the end of the discussions, the Commission draws up a detailed report of the operations including:

- the indication of the requests of the alleged owners;
- the amounts of compensation agreed or decided by the commission by a majority of members;
- details of discussions;
- a state of expertise of the crops and plantations recorded on the site including the value of the latter;
- a state of expertise of the constructions or any other development.

This report signed by all the members of the Commission is transmitted to the Minister in charge of Domain and Land who is the expropriating Authority on behalf of the State. The latter forwards the file to the relevant court for approval. This approval decision orders the payment of compensation. Once the expropriation order has been issued by the District Court, the expropriator (State or municipality) can then take possession of the property, provided that it has paid the compensation or had it recorded. .

Kétou Town Hall

The Kétou Town Hall proposes to the prefectural authority Town Hall executives to be members of the Technical Resettlement Committee. They participate in the information/awareness of the PAP and the observation of the effectiveness of the release of rights-of-way and reporting to the Prefect after payment of compensation. It supports the amicable conflict resolution process and the implementation of the compensation measures contained in the PAR. It supports the monitoring and evaluation of the resettlement process and the completion audit of the implementation of the RAP.

❖ **Methodological approach for carrying out the PAR**

As part of the implementation of the Resettlement Action Plan (PAR), kaolin quarry exploitation works in the Kpankou District on an area of 540 ha. This area is subdivided into two sub-areas: the 36.67 ha sub-area and the 540 ha sub-area. The methodological approach includes documentary research, the collection of field data through consultations with project stakeholders (institutional actors management unit of AFRIKAN CERAMICS MINING SARL (ACM), local and municipal elected officials of Kétou), socio-economic study through the census of populations using the site and local populations and others. The research and documentary analysis took place iteratively between data collection and documentation centers. The collection of data in the field will take place according to the steps below:

- exploratory study;
- consultation of stakeholders and information of the populations concerned;
- delimitation of the project area exploitation of kaolin quarries in the District (Commune of Kétou);
- socio-economic study (exhaustive census of PAPs, goods (houses, cultivation fields (corn, cowpeas, cotton), fruit trees (mango trees, orange trees), palm plantations, teak trees etc., which currently exist in the extent of the kaolin quarrying site which will be affected by the work);
- display of lists of PAPs and their property by village.

After data collection, the processing and analysis phase is followed. In order to allow PAPs to use their rights, PAP directories are being created and displayed from the database obtained at the Kétou Town Hall, in the premises of the Kpankou District and in the villages of Aguidi, Zounkpè-Etigbo and Vèdji. The posting is done to allow any person concerned to express their opinions, complaints or grievances.

❖ **Profile of people affected by the project**

From the data collected, processed and analyzed, it appears that 210 people are affected by the project, including 31 women. These PAPs are responsible for 1,507 people. They are responsible for 78 children under 15, 44 people over 70 and 26 pregnant women. Concerning the village of residence of the PAP, the majority (91.43) or 192 PAP reside in the village of Zounkpè – Etigbo. The Vèdji and Aguidi villages record 15 and 3 PAPs respectively. PAP whose age is between 46-55 years old represent 33.33%. The PAP of the age groups 36-45 years and 26-35 years constitute 20.48% and 17.62% respectively. 14.76% of them are aged between 56-65 years. In terms of marriage, 55.24% of PAPs are married monogamously. PAPs who are in polygamous marriages with two women represent 26.67%. 10% of PAPs live as couples with three women. PAP widows are 4.29%. The PAP practice a diversity of religions. The PAP practice a diversity of religions. The PAP who declare that they are Catholic are 46.67%. PAPs who practice traditional religion constitute 35.71%. Muslim PAPs represent 5.71%. In relation to the level of education, it appears that 60.48% of PAPs have no level of education. PAPs with primary education represent 11.43%. They constitute 7.14% of PAPs who have a higher level of education. PAPs who declared being literate in their mother tongue are 6.19%. PAPs with lower secondary and upper secondary levels represent 9.05% and 5.71% respectively. The PAP of the Holli sociolinguistic group are 60%. The PAP of the Mahi group is 20.48%. The PAP of the Fon and Nagot/Yoruba sociolinguistic groups represent 12.38% and 5.24% respectively. In view of the above, the Holli group is the majority in the kaolin quarrying area. Professionally, 77.62% are farmers. 8.10% of PAPs carry out artisanal activities. PAP civil servants and traders represent 7.62% and 4.76% respectively. Regarding daily income, PAPs who earn between 5,001 to 10,000 FCFA constitute 22.78%. PAPs who earn per day between 1001 to 2000 FCFA constitute 20.25% and 2001 to 3000 FCFA are 17.73%. PAPs who earn more than 20,000 FCFA from their daily activity represent 7.59%. Among the vulnerable PAPs, nineteen (19) PAPs have vulnerable situations. The types of vulnerability observed concern ten (10) people aged 65+; two (02) are female heads of household, two (02) widows; a PAP living with a motor disability.

❖ Summary of public consultations

As part of the work to develop environmental and social safeguard instruments for the kaolin quarrying project in the Kpankou District in the Municipality of Kétou, two types of stakeholders are consulted. These are institutional actors (municipal elected officials (Mayor, District Head), executives of the Kétou Town Hall), the populations living near the site and people affected by the project (PAP).

The consultation of institutional stakeholders took place on November 30 and December 5, 2022 in the Town Hall premises. It saw the participation of the Mayor, the second deputy mayor, the Executive Secretary, the Head of technical services, the head of urban service. During this session, the actors raised concerns including, among other things, respect for the texts in force in Benin regarding mining. The project may give rise to land conflicts between the Mahi and the Holli. The stakeholders recommended that it is necessary to (i) make the topographical surveys as well as the list of people affected by the project (PAP) available to the Town Hall; (ii) wait for awareness from the Town Hall before consulting the populations of the project area; (iii) help people affected by the project (PAP) to update the administrative documents of their area affected by the project; (iii) evaluate the costs of goods impacted by the project to avoid frustration among the populations; (iv) consider quickly initiating actions to secure the project site in order to stop agricultural activities by the populations of the project area; (v) identify the presumed owners affected by the project to better succeed in the compensation operation and (vi) effectively ensure compensation for all property affected by the project.

Four consultation sessions with local populations and PAPs took place in the villages of Etigbo, Vêdji, Iga-Etigbo and Aguidi. These sessions took place on January 24, 25, 26 and 27, 2023. They were attended by 156 men and 31 women. The main concerns/questions raised by participants boil down to:

- Will the people affected by the project be compensated for the loss of their property?
- Will the project take into account the lifestyle of the communities during resettlement? (iii) Will the project put an end to this activity? ;
- And what are the support measures for artisanal kaolin miners in the locality?
- Are local authorities informed of the kaolin exploitation project in the area?
- Can the compensation for PAPs be commensurate with the property that will be destroyed?
- What strategies are planned in carrying out the study to manage land conflicts?
- Will the project want to extend to other areas outside of the 540 ha?
- How can the population recognize the influence of the project?
- When will the project actually start? Is it possible to be cultivating our fields while waiting for start-up?
- What title can a buyer hold in order to be compensated?

To these various concerns and questions, the consultant provided answers which satisfied the concerns and fears of the populations and the PAPs.

At the end of the various public consultation sessions, the participants recommended:

- raise broad awareness among the population for the success of the census operation of people affected by the project;
- promote the recruitment of local labor in the implementation of the project and especially artisanal kaolin miners;
- build community infrastructure;
- prioritize social aspects during project implementation;
- correctly demarcate the project area to facilitate its identification by the population
- build community infrastructure
- properly manage the land conflict between the Mahi and Holli communities located within the project area;
- correctly carry out the census of owners and their property to avoid discontent among the population.
- help resolve existing land conflicts between the Holli and Mahi communities for a successful outcome of the project.

- support the heirs in obtaining property titles (certificate of customary ownership);
- promote the recruitment of local labor for the implementation of the project.

❖ **Complaint Management Mechanism (GMP)**

Development work is regularly accompanied by various problems. This leads certain populations living near the project site to make complaints aimed at satisfying their complaints. The following subjects may motivate complaints:

- o boundary problems between several land or field owners;
- o omission of PAPs during the census operation;
- o errors in the identification of PAP (poorly written names and first names of PAPs);
- o failure to understand/accept eligibility criteria;
- o disagreement of the PAPs on the method of evaluating compensation;
- o complaints relating to the exclusion of certain people from the benefits of the Project;
- o insufficient communication on the project implementation process;
- o field boundary conflicts between owners and operators of a domain;
- o etc.

Informing populations about the complaints management mechanism can be done through the organization of information and awareness campaigns on the complaints management mechanism using public criers, community relays, Ala community radio. Kétou, to the written press and to other local communication channels (town criers, development associations, etc.).

The bodies for receiving and managing complaints related to the implementation of the project are structured around three levels of intervention: namely level 1 local committee and level 2 national committee based in ACM in Cotonou.

At the level of each committee, the processing and closing time is respectively 04 days and 08 for the local and national levels.

However, in the event of dissatisfaction of a complainant, he can resort to justice for the processing of his file. The operating budget of the MGP is five million one hundred thousand (5,100,000) FCFA.

❖ **Total cost of full RAP implementation**

Table: overall budget for compensation costs for affected property and implementation of the PAR

Designation	Amount (FCFA)	Source of funding
1. Cost of compensation for affected assets		
1.1. Total cost of plot compensation	2,494,306,800	ACM BENIN SARL
1.2. Total cost of compensation for residential infrastructure	702,987,500	
1.3. Total cost of compensation for related infrastructure	103,831,500	
1.4. Total cost of compensating fruit or timber value trees	426 158 250	
1.5. Total cost of compensation for fields and crop perimeters	2,127,170,660	
1.6. Total cost of cultural property compensation	33,650,000	
Subtotal 1	5,888,104,710	
2. Livelihood Restoration Plan		
2.1. Support for the establishment of identity documents for PAPs	2,130,000	

Designation	Amount (FCFA)	Source of funding
2.2. Support for agricultural PAPs	9,950,000	ACM BENIN SARL
2.3. Assistance to vulnerable PAPs	5,130,000	
2.4. Support for land clearing	9,950,000	
2.5. Capacity building in compensation management	16,600,000	
Under total 2	43,760,000	
3. MGP operating budget	5,100,000	
Under total 3	5,100,000	
4. Monitoring the implementation of the PAR		
4.1. Recruitment of a Bailiff for the payment of compensation	5,000,000	ACM BENIN SARL
4.2. Recruitment of the NGO supporting the implementation of PARs	15,000,000	
4.3. Cost of monitoring and evaluation (Project Management Unit Operation)	PMU operating budget	
4.4. Audit of completion of RAP implementation	15,000,000	
Under total 4	35,000,000	
Total (Subtotals 1+ 2 +3+4)	5,971,964,710	
Unexpected (10%)	597 196 471	
Total (in FCFA)	6,569,161,181	

Source: field data, AID Expertise, January 2023

The overall budget for the implementation of the RAP is estimated at an amount of six billion, five hundred and sixty-nine million, one hundred and sixty-one thousand, one hundred and eighty-one (6,569,